

Réflexion sur le SMIC (suite)

Posté le : 19 février 2015 19:07 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Concepts fondamentaux, Attitudes, Histoire économique récente, Economie et politique

Il manque généralement un élément dans la discussion sur le salaire minimum : l'existence ou non d'une population misérable. Ce qu'on oublie dans le riche Occident, c'est que les deux tiers de l'humanité vit avec moins de 150 Euros par mois, c'est-à-dire dans la situation qui prévalait en France au XIXème siècle et qui s'y est maintenue, dans bien des contrées, jusqu'au début des années 50. Pour avoir bien connu la campagne à moins de soixante kilomètres de Paris en même temps que les quartiers populaires comme l'était à l'époque la rue Mouffetard, je témoigne qu'une majorité de personnes n'avaient pratiquement rien à elles, sinon une valise en carton et quelques vêtements. Les ouvriers agricoles qui louaient leurs bras avaient une tenue du dimanche et couchaient dans les granges. L'alcoolisme était omniprésent. Dans les troisièmes cours de la rue Mouffetard, on vivait, avec juste de quoi meubler une chambre, sans l'eau courante et sans sanitaire, et souvent sans électricité (la lampe à pétrole et le broc en fer blanc étaient des objets précieux). Encore moins le gaz. Etre abonné au gaz était une distinction qu'on affichait sur sa carte de visite et les immeubles équipés portaient fièrement l'inscription "gaz à tous les étages".

Existe-t-il un socle de pauvreté qui empêche toute croissance rapide ? Certainement !. La protection des femmes et des enfants pauvres et leur éducation gratuite ont été reconnues en Allemagne puis en France dès le milieu du XIXème siècle. On a ajouté le logement. Puis la garantie d'un certain niveau de salaire en cas de travail. Jamais le "marché du travail" n'a été un pur marché. Les salaires n'ont jamais suivi, même au dix-neuvième siècle, les fluctuations de l'économie dont les dépressions atteignaient souvent 30% à 40% de baisse du PIB. Personne ne licencierait pour réembaucher moins cher, lorsqu'on avait les moyens de l'embauche. On préférerait déjà licencier pour se retrouver au niveau de la demande, mais sans toucher réellement aux salaires. D'où la question de la misère. Les paysans qui avaient quitté la terre pour l'industrie n'avaient pas de capital et souvent aucun autre logement que celui de l'employeur (satané paternaliste !). En moyenne la croissance était de 1% par an. C'était donc très difficile d'organiser un filet de protection. Les deux guerres et la crise de 29 n'ont pas permis de progresser beaucoup sinon dans les mots.

C'est la forte croissance d'après guerre qui a permis de garantir d'abord "le minimum vital" aux femmes et aux enfants, étant entendu que des conventions collectives devaient permettre de garantir un salaire de base en croissance au bas de l'échelle mais compatible avec la compétitivité.

Les minima sociaux prennent leur intérêt au moment du décollage des économies. Le fordisme correspond exactement à la même idée. A partir du moment où on se détache des minima de subsistance, il faut que les masses participent pour que la croissance s'accélère. Que cela passe par l'Etat, le paternalisme bien compris et la charité, ou tout autre moyen, il n'y a pas de décollage sans instruction publique, soutien des familles (de la femme et des enfants) et croissance des très basses rémunérations avec effet de cliquet en cas de récession.

La Bolsa Familia brésilienne est typique de cette approche : on donne une allocation conditionnelle à des mères de famille (pas au père qui est prié d'aller bosser), la condition étant de mettre ses enfants à l'école et de faire attention à la santé de tous (et de ne pas tremper dans les trafics). L'Inde et la Chine arrivent à la période où la massification des marchés intérieurs exigent la mise en place de mécanismes de ce genre. Une des erreurs les plus graves du FMI en Afrique est d'avoir exigé de supprimer la gratuité de l'enseignement public de base et des soins dans certains pays en difficulté.

Il est vrai que ces pays avaient calqué leur système sur celui de l'ex colonisateur sans en avoir encore les moyens.

Minima sociaux et gratuités publiques sont indispensables à l'accompagnement du décollage économique.

Maintenant regardons les faits en face. La *borsa familia*, c'est moins de 70 Euros par mois. La surveillance des soins se fait par des infirmières, pas par des médecins. L'enseignement primaire dans les campagnes au Brésil est très inégal. Les populations indiennes sont encore loin d'être couvertes. Le décollage se traduit par l'urbanisation. Sans aide et sans travail il est impossible de vivre honorablement dans les villes. Urbanisation et soutien social vont de pair.

Passons maintenant de l'autre côté du miroir. Si les instruments de lutte contre la pauvreté sont détournés pour devenir des instruments politiques après le décollage, on aboutit à des absurdités. Les gratuités et les transferts sociaux comptent actuellement en France pour environ 1/3 de la richesse produite (alors que la dépense publique représente 100% de la valeur ajoutée des entreprises non financière de plus de une personne). Lorsqu'on compare le SMIG envisagé en Suisse et celui de la France, ils ne sont pas tellement éloignés si on rajoute la salaire net, le salaire différé, les prestations assurées et les gratuités.

On ne peut pas comparer la *borsa familia* de 67 Euros avec une garantie familiale d'environ 3.000 Euros (quand on compte tout). Il n'y a pas seulement changement d'échelle mais aussi de nature.

La sortie de la misère est favorable à la croissance. Des taux de prélèvements qui représentent pratiquement 100% du PIB marchand ne le sont pas.

On ne peut donc pas raisonner sans tenir compte du niveau de développement.

Il faut dénoncer en France l'extension déraisonnable de l'emploi public ou quasi public (associatif subventionné et sociétés à statuts), la hausse déraisonnable du champ des gratuités, le détournement du politique par des "cadeaux au peuple" qui sont empoisonnés et se retournent contre le peuple, la hausse déraisonnable des impositions qui aboutissent à arrêter l'investissement et l'emploi.

Il faut encourager le décollage des économies où la misère est encore largement présente, par le soutien familial, l'éducation primaire généralisée et une garantie de salaires pour les postes les plus bas, alors que l'urbanisation s'accélère.

Le système qui consiste à massivement investir dans les pays en développement en transférant les machines et la totalité des productions vers des marchés aux ressources humaines très pauvres et inépuisables, au lieu d'un développement maîtrisé et "homothétique", fait exploser les systèmes sociaux avancés sans les recréer ailleurs. Tout devient déséquilibré, aussi bien dans les pays qui subissent l'avalanche d'investissement et se retrouvent avec des réserves inutilisables, et dans les pays développés qui perdent d'autant plus pied qu'on essaie de rétablir par des transferts publics ce qui aurait du venir de l'économie.

La mondialisation aurait du se faire par le rattrapage économique progressif des pays anciennement socialistes et non par le transfert massif des capitaux et des productions vers les pays dictatoriaux ou par le gonflement d'une rente pétrolière obscène par bien des côtés .

En l'état, la France a été beaucoup trop loin dans le gonflement politique des "cadeaux au peuple" avec des résultats catastrophiques pour tout le monde. Il est donc légitime de s'interroger sur une meilleure gouvernance sociale. Ce n'est pas la même chose de manquer de tout et d'avoir des fins de mois difficiles, bien nourri, bien soigné, logé, souvent bien, bien éduqué, avec une voiture, la télé et le téléphone portable. Bien sûr il existe un quart monde qui est très difficile à résorber, soit que l'immigration illégale empêche le fonctionnement normal des garanties sociales ou les faussent, soit

que des problèmes psychologiques ou sociologiques lourds entrent en jeu. Mais ceux qui sont au contact de ces difficultés savent que ce ne sont pas la hausse du SMIC ou l'extension de la gratuité hors de toute limite qui permettront d'y faire face.

A la grande surprise des ignorants, la croissance mondiale et la lutte contre la pauvreté ont comme première condition une organisation économique et financière mondiale équilibrée. Le social passe par la stabilisation des changes et la maîtrise des mouvements de capitaux, l'équilibre des balances commerciales, la sortie de l'économie "baudruche" et un certain degré de contrôle des flux migratoires. Et en aucun cas par la démagogie politique dans les pays riches.

Les "capitalistes sauvages" et les "socialistes en peau de lapin" adorent le système actuel qui permet, aux uns, des plus-values nominales purement financières qui les comblent et aux autres, une usurpation politique commode qui leur permet de s'assurer des places, de l'argent et des honneurs.

Lorsqu'on regarde les réalités du moment on constate qu'une première étape du rattrapage des pays très peuplés qui stagnaient dans des organisations marxistes ou quasi marxistes a été réalisée. L'erreur aura été de croire du côté des socialistes qu'on pouvait continuer à perfectionner les transferts sociaux et l'encadrement des dominants au sein des pays développés en même temps que se produisait ce rattrapage. Du côté du capitalisme à l'anglo-saxonne, l'erreur aura été de penser que la mondialisation justifiait un débordement de dettes et de créations monétaires, avec transfert total de certaines productions vers les pays émergents. Ces deux postures ont aggravé tous les déséquilibres, ralenti le trend, rendu les crises périodiques progressivement plus dures et finit par faire exploser la sphère financière.

On voit bien, avec le recul, qu'il aurait fallu faire l'inverse. Assurer le décollage et un début d'organisation sociale solidaire dans les pays émergents et freiner l'étouffement fiscal et social dans les pays développés, tout en interdisant les grands déficits et les grands excédents.

L'énormité du réservoir de main d'œuvre chinois et des nouveaux marchés à ouvrir dans ce pays a créé des tentations qui ont tout déstabilisé. Il eût mieux valu que la Chine connaisse une croissance moins rapide sans accumulation d'excédents gigantesques, avec organisation en interne des schémas sociaux qui permettent le transfert des campagnes vers les villes de la plus grande partie de la paysannerie et une croissance interne régulière, en éliminant les poches de très grandes pauvreté.

Les pays développés y auraient gagné une moindre pression sur les salaires et les marchés de l'emploi.

Tout ceci n'était possible que dans le cadre d'un système monétaire organisé, basé sur des changes concertés et l'interdiction des grands déséquilibres de balances commerciales et des capitaux. On aurait une hausse du trend global, au lieu de la diminution progressive constatée, une moindre perte d'emplois dans les pays développés, une réduction de l'importance des crises périodiques de crédit.

Il n'y a pas d'autres priorités aujourd'hui que de recréer ce cadre, sachant que les mesures sociales de support du revenu, de santé, de formation minimale, doivent d'abord être mises en œuvre dans les pays en voie de développement, dont elles sont une des conditions de l'éradication de la misère, et que les pays développés doivent d'abord assurer le plein emploi, sachant que le revenu moyen atteint exclut la grande pauvreté si on a du travail, en dépit des nouvelles réalités autour des "travailleurs pauvres".

L'Allemagne a compris qu'il fallait à la fois le plan Schroeders et la résorption des poches de misères issues de la RDA, avec éventuellement un SMIG défini par les Länders pour aider à la manœuvre.

L'erreur de la France est d'avoir fait le choix de la fonction publique et de la dépense publique, avec mise en place d'un corset fiscal et réglementaire débilisant, en détournant les mécanismes sociaux de

leur fonction pour leur faire jouer un rôle électoral. Elle a récolté un chômage structurel gigantesque, l'étouffement des relations économiques et sociales, la fin de l'investissement.

Le rattrapage des pays pauvres, moral et nécessaire, supposait une stratégie de la part des pays riches. En France et en Europe, elle n'a jamais été élaborée. Les instances internationales, du FMI à l'ONU en passant par la BIRD, ont cru que les pays en voie de développement étaient un thème de charité publique. On a vu se multiplier les "Mère Thérèse", enchaînées aux multiples ONG qui vivent en symbiose avec les organismes multilatéraux.

L'ouverture organisée des frontières et le retour des pays communistes dans le giron du développement capitaliste exigeait une attitude fort différente. C'est la croissance interne avec les organisations sociales internes correspondantes qui assurent le décollage, les investissements industriels (et non financiers) des pays qui peuvent épargner assurant le financement initial et l'apport de savoir faire. La charité des organismes internationaux n'est pas nécessaire. Elle n'a d'ailleurs jamais prouvé son efficacité. En retour le déplacement des investissements vers les pays émergents supposait une croissance temporairement moins rapide dans les pays développés. Il fallait surtout ne rien alourdir pendant cette phase de transition.

La France n'a pas eu de stratégie. Elle a fait exactement le contraire de ce qu'il fallait faire.

L'Europe des fédéralistes a proposé une politique de type "puceau mystique" qui n'était absolument pas à l'échelle des enjeux. Il y avait mieux à faire qu'à créer Schengen et l'Euro, et il fallait une stratégie précise pour intégrer les pays de l'Est abîmés par 50 ans de "socialisme réalisé".

La place de Londres et Wall Street ont cru que le débridement de la finance mondiale et une création monétaire extravagante leur permettrait de gagner beaucoup d'argent à bon compte. Ils ont créé une économie baudruche qui ne se remet pas d'être percée de partout.

L'absence de vision stratégique et d'organisation adaptée, a conduit au grand n'importe quoi.

Les organisations mondiales ne s'occupent plus que de préoccupations émotionnelles ; l'Europe s'est dissoute dans le néant des états minuscules triomphants mais sans levier d'action ; Les Etats-Unis, la Chine , le Japon, la Russie et l'Allemagne réunifiée sont dans une perspective désormais purement nationaliste.

La France est sortie de l'histoire par le portillon des cloportes.

Le grand reproche que l'on peut faire aux deux derniers Présidents français est de s'être satisfaits de l'effondrement du pays, et à l'intelligentsia de s'être épuisée dans des querelles gauche-droite totalement à côté de la plaque. La responsabilité de la gauche socialiste est d'avoir constamment vécu les yeux dans le rétroviseur, cherchant à prendre des revanches sur les batailles perdues du XIXème siècle avant de penser aux caractéristiques du XXIème. La responsabilité de la droite est d'avoir été constamment en état de réaction contre la gauche sans jamais proposer une perspective stratégique claire et de n'avoir jamais proposé sa vision du monde et les moyens pour la France de tirer son épingle du jeu.

Le drame de Hollande est d'être arrivé au pouvoir sans avoir la moindre idée de ce qu'il fallait faire. Il n'avait qu'un canevas politicien en vue de se gagner les élections et de pouvoir se représenter à la prochaine. Cette préoccupation n'a aucun intérêt pour les Français. N'ayant aucune vision sur rien et fuyant jusqu'à l'idée d'en proposer une (on s'expose en exposant), il a fait une campagne de cadeaux au peuple et d'injures de l'adversaire. Il a complètement raté son quinquennat. Il en est aujourd'hui à chercher une majorité ! Il est paralysé par sa propre impéritie et la défection de ses troupes pour la seconde partie de quinquennat.

Le drame de Sarkozy est identique. On ne lui demande pas une stratégie électorale pour 2017. Le

pays veut savoir ce qu'il faut faire pour sortir de l'ornière. Il a bloqué tout débat sur son quinquennat raté pendant trois ans. Il n'a toujours pas présenté ne serait-ce qu'une seule idée stratégique pour l'avenir. Il semble s'en être rendu compte puisque, ce matin, sur une radio, il a annoncé que la création d'un programme de sortie de crise était sa "seule" préoccupation, sa candidature aux présidentielles n'étant envisageables que s'il était le mieux placé pour gagner, ce qui n'était pas encore acquis.

Le drame de la vie intellectuelle française telle qu'on la perçoit par ses organes dominants d'édition et de presse est qu'elle ne contribue en rien à l'éclairage des enjeux stratégiques. Les clivages idéologiques sont tellement sclérosés que l'oxygène ne circule plus dans les neurones de la "Grande Nation", au moment où on en aurait le plus besoin.

Le débat sur le SMIC aura été une des nombreuses preuves de cette sclérose.

Didier Dufau pour le Cercle des Economistes E-toile.